

COMMUNIQUE N° 5 du 22 novembre 2015 publié par le MI-RPD

BURUNDI : UN RISQUE DE GENOCIDE POLITIQUE PLUTOT QU'ETHNIQUE

Après que le MI-RPD ait remarqué que la plupart de personnes que ce soit au Burundi ou de ceux qui le soutiennent ne comprennent pas de la même manière les événements qui se déroulent au Burundi, où certains entretiennent la confusion en les comparant à tort avec ce qui s'est passé au Rwanda, le MI-RPD souhaite présenter ici son point de vue ainsi que des recommandations.

Au Rwanda, il y a bien eu un génocide ethnique, tandis qu'au Burundi il y a une tendance à commettre un génocide politique et non ethnique. Le génocide au Rwanda était organisé et réalisé par le pouvoir hutu avec des jeunes Hutus (Interahamwe), et visait tout Rwandais d'ethnie tutsie (appelé « Inyenzi »), ainsi que les Hutus qui ne soutenaient pas cette barbarie et/ou qui tentaient de protéger ces Tutsis contre leurs bourreaux.

Par contre, au Burundi, ceux qui sont au pouvoir qui planifient ce génocide et ceux qui propagent des propos incendiaires sont des Hutus et des Tutsis : Pierre Nkurunziza (H), Révérien Ndikuriyo (H), Gaston Sindimwo (T), Edouard Nduwimana (T), Joseph Ntakarutimana (T), Alain Guillaume Bunyoni (H), Freddy Mbonimpa (T), etc. Ceux qui tirent sur les populations et qui tuent sont autant des Hutus et des Tutsis (voir la liste de ceux qui ont tiré sur les manifestants dont Eustache Ntagahoraho). Ceux qui sont visés sont des Hutus et des Tutsis, leur dénominateur commun étant leur opposition au 3^{ème} mandat de Nkurunziza. Il ne s'agit donc pas de Tutsis ou de Hutus qui s'opposent au 3^{ème} mandat ; non, il s'agit de toute personne qui s'oppose au 3^{ème} mandat, un point, c'est tout.

Quand on parlait de « Gukora » au Rwanda, il s'agissait de tuer ces Tutsis qui étaient identifiés comme « Inyenzi » et quand on parle de « Kumesa », « Gucamwo », « Gushikana », « Gukora »..., il s'agit de tuer les opposants au système CNDD-FDD et au 3^{ème} mandat et ceux-là sont des Hutus et des Tutsis. Il ne faut donc pas faire l'amalgame car ceux qui luttent au Burundi, Hutus et Tutsis, le font ensemble et publiquement. Ceux qui veulent absolument parler d'un génocide ethnique ou politico-ethnique au Burundi sont ceux qui veulent casser cet élan des Burundais à militer ensemble pour leur survie, ou tout simplement des extrémistes tutsis qui ne veulent pas compatir avec les Hutus qui sont aussi assassinés au même titre que les Tutsis. Il est également inexact de « diluer » en parlant de génocide politico-ethnique étant donné que ce n'est pas une seule ethnie qui est visée ; c'est tout Hutu et tout Tutsi qui est contre le pouvoir actuel. C'est la seule référence.

Donc, à notre humble avis, ceux qui ne veulent pas parler du plan de génocide politique au Burundi sont des extrémistes et nostalgiques tutsis qui veulent que l'ethnie hutu soit incriminée dans toute sa globalité comme cela a été au Rwanda, et que les Hutus qui sont contre le troisième mandat soient pris à part comme de « bons » Hutus qui prennent le risque de militer aux côtés des Tutsis ! Ce qui est faux et archi faux parce que cela voudrait dire que ceux qui sont contre le

3^{ème} mandat sont d'abord des Tutsis et qu'ensuite quelques Hutus les rejoignent. Au risque de nous répéter, nous insistons en disant que c'est archi-faux.

Pour nous donc, un dialogue inclusif devrait être organisé publiquement dans un lieu propice pour tous ceux qui sont concernés par le conflit burundais sans exclure les femmes, les jeunes, les représentants ethniques, ainsi que les officiers qui ont quitté l'armée et la police après le coup d'Etat manqué.

Les points à analyser avant tout seraient :

1. Discuter comment les accords d'Arusha pourraient être respectés sous tous leurs aspects ;
2. La mise en place d'un gouvernement de transition qui soit en mesure d'organiser des élections transparentes et acceptables par tout le monde
3. La restructuration de l'armée et de la police car, actuellement, il semble y avoir vacance de ces institutions.

Pour le MI-RPD

Jean Claude SINZINKAYO

Directeur Exécutif